

# Pinochet à l'école de Chicago

Entretien avec Manuel Gárate

*par Ivan Jablonka*

---

**Manuel Gárate revient sur la révolution économique que le Chili a connue à partir de 1975, avec un coût social et politique énorme. Une mise en perspective nécessaire, au moment où les États-Unis, anciens protecteurs de Pinochet, se tournent vers le populisme et le protectionnisme.**

---

Manuel Gárate est historien et politologue, professeur à l'Université Alberto-Hurtado de Santiago du Chili. Sa thèse de doctorat, soutenue à l'EHESS en 2010, traite de la transformation économique du Chili après le coup d'État de 1973, sous l'influence des « Chicago Boys », les économistes ultra-libéraux de la célèbre université états-unienne.

Il a notamment publié :

- *La revolución capitalista de Chile (1973-2003)*, Santiago du Chili, Ediciones Universidad Alberto-Hurtado, 2012 ;

- « “Ils l'ont attrapé !” Représentations d'Augusto Pinochet à Londres et à l'éveil de l'exil chilien en Europe (1998-2000) », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, 2016 ;

- « Augusto Pinochet dans la caricature de presse française et anglo-saxonne, 1973-2006 », *Monde(s)*, n° 8, 2015 ;

- « El nacimiento de un monstruo. El golpe de estado en Chile y la imagen de Augusto Pinochet a través de las caricaturas de la prensa escrita francesa (1973-1990) », *Caravelle*, n° 104, 2015 ;

- « Le 11 septembre “émotionnel”. Ses commémorations à quarante ans du coup d'Etat chilien et le regard d'une nouvelle génération », in L. Capdevila et F. Langue, *Le Passé des émotions*, Rennes, PUR, 2014.

*La Vie des idées* : Le Chili entretient avec les États-Unis une relation spéciale et inégalitaire, d'abord parce que ces derniers ont longtemps considéré le continent latino-américain comme leur « arrière-cour », ensuite parce que la CIA a fomenté et soutenu le coup d'État de Pinochet en 1973. Comment voyez-vous l'arrivée au pouvoir de Donald Trump ? Son isolationnisme revendiqué vous paraît-il de nature à rompre avec la tradition interventionniste en Amérique du Sud ?

**Manuel Gárate** : Avec l'arrivée de Donald Trump à la Maison-Blanche, la situation des pays d'Amérique du Sud n'a pas beaucoup changé, car le sous-continent reste au second rang des intérêts géopolitiques états-uniens, même si, depuis le début du XIX<sup>e</sup> siècle, la doctrine Monroe autorise la libre intervention des États-Unis dans les pays du continent, afin d'éviter le « péril » du colonialisme européen.

Aujourd'hui, c'est plutôt le Mexique du président Peña-Nieto qui a subi les premiers chocs de la nouvelle administration américaine, laquelle cherche à désarticuler les politiques de libre-échange mises en place depuis les années 1980. De même, la relation avec le Venezuela de Nicolás Maduro semble s'être distendue par rapport à l'époque d'Obama, mais la situation dans ce pays évolue trop vite pour bien comprendre ce qui se passe sur le plan diplomatique.

Dès le début du XIX<sup>e</sup> siècle, la puissance du Nord a donné la priorité aux relations commerciales et diplomatiques avec les pays européens et asiatiques, en considérant les pays latino-américains et la Caraïbe comme une zone d'influence exclusive, mais non prioritaire pour ses intérêts immédiats. À l'époque de la guerre froide, seuls Cuba, le Nicaragua et la Colombie ont constitué un défi pour le département d'État des États-Unis, en raison de la menace révolutionnaire qui existait là-bas.

L'intérêt de la puissance états-unienne pour les pays d'Amérique du Sud a été marqué, d'un point de vue économique, par l'exploitation des ressources naturelles (notamment après la Première Guerre mondiale) et, d'un point de vue stratégique, par la politique de *containment* du communisme sur tout le continent après 1945. La chute du mur de Berlin, en 1989, a inauguré une nouvelle période d'influence états-unienne dans la région, caractérisée par la fin des dictatures militaires et l'appui aux transitions démocratiques négociées. En même temps, le département d'État encourageait les politiques du consensus de Washington, qui prônaient le libre-échange et la privatisation d'entreprises publiques en contrepartie de crédits pour le développement.

Aujourd'hui, pour les pays de la côte du Pacifique qui ont choisi des gouvernements de centre-droit ou de centre-gauche (Pérou, Colombie, Chili), la perspective d'un gouvernement nord-américain protectionniste n'est pas une bonne nouvelle, car leurs économies ont fait d'énormes efforts pour satisfaire aux exigences des organismes de crédit international, en dépit d'une demande populaire de protection sociale. Leur ouverture au commerce international dépend pour une bonne partie des échanges avec les États-Unis. En revanche, pour la

première fois depuis 1914, une nouvelle puissance comme la Chine peut réduire, en partie, la dépendance chronique de la région par rapport aux États-Unis.

**La Vie des idées :** Dans votre thèse, vous étudiez l'influence économique et politique des États-Unis dans le Chili des années 1970. Les « Chicago Boys », influencés par les travaux d'économistes américains comme Milton Friedman et Theodore Schultz, ont contribué à transformer radicalement le pays, rompant avec la tradition libérale héritée du XIX<sup>e</sup> siècle. Selon vous, ce néo-conservatisme d'importation américaine – mélange d'ultra-libéralisme économique, d'autoritarisme politique et de répression policière – est le principal legs de Pinochet.

**Manuel Gárate :** Le Chili a changé de façon radicale depuis les années 1970, surtout après le coup d'État de 1973. Pourtant, les économistes chiliens formés à l'Université de Chicago exerçaient leur influence culturelle dès 1960, à travers le journal conservateur *El Mercurio*, et leur hégémonie académique à l'Université catholique du Chili. En formant une jeune élite d'économistes ultra-libéraux, les Chicago Boys de la première génération avaient façonné tout un programme de libéralisation économique pour la droite chilienne, mais ils devaient composer avec les autres courants conservateurs du pays (nationalistes laïques, catholiques intégristes, etc.).

La crise du gouvernement de l'Unité populaire et le coup d'État de 1973 ont ouvert les portes du pouvoir aux économistes de Chicago, du fait que le nouveau régime militaire cherchait un programme économique avec des mesures claires et dépourvues de tout consensus social. Ils ont opéré sans contestation pendant presque une décennie, en privatisant les grandes entreprises de l'État ainsi que la Sécurité sociale (système de retraites, santé et code du travail, entre autres). Le pays a vécu une révolution économique entre 1975 et 1986, mais avec un coût social et politique énorme, subie par les classes moyennes et populaires. La répression militaire et la violence policière contre les opposants ont été féroces pendant toute la dictature (1973-1990). Les premières années de la « terreur » ont donné carte blanche aux économistes pour réformer l'économie à leur façon.

La transition démocratique au Chili a commencé au début des années 1990, mais le pouvoir militaire a contrôlé le pouvoir civil jusque dans les années 2000, limitant toute réforme du modèle économique hérité des Chicago Boys. Les gouvernements démocratiques ont opéré des changements importants, mais le noyau du modèle est resté presque intact jusqu'à aujourd'hui. L'économie chilienne a connu des chiffres de croissance très importants dans les années 1990 et 2000, mais avec d'énormes inégalités sociales qui ont fini par polariser la société. On ne peut pas nier l'ampleur de la modernisation révolutionnaire menée par ces technocrates formés aux États-Unis, mais il faut reconnaître aussi la dégradation du tissu social que ce processus a déclenché et leurs conséquences dangereuses pour la stabilité de la démocratie chilienne.

**La Vie des idées : Militaire de carrière, protégé par le président Allende qu'il s'apprête à trahir, Augusto Pinochet a exercé le pouvoir suprême de 1973 à 1990, avant de devenir chef de l'armée dans les années 1990. Comment s'est déroulée la transition démocratique ?**

**Manuel Gárate :** En décembre 2016, le Chili a commémoré le 10<sup>e</sup> anniversaire de la mort du général Pinochet et le 43<sup>e</sup> anniversaire du coup d'État. Le pays reste encore divisé vis-à-vis de son héritage, même si un consensus historique a commencé à s'installer à propos de son influence négative dans l'histoire du pays. Il faut tout de même rappeler que la dictature chilienne n'a pas été vaincue militairement ou délégitimée socialement, comme en Argentine. Les militaires ont cédé une partie seulement du pouvoir aux civils après la défaite de Pinochet au référendum de 1988, où il a tout de même recueilli 44 % des voix.

Ainsi, la transition démocratique a été le résultat d'une négociation permanente avec les militaires, la droite et le grand patronat ayant imposé leur Constitution et leur calendrier aux forces démocratiques de centre-gauche. Entre 1990 et 1998, Pinochet a été un élément-clé du contrôle militaire sur la politique, en restant chef de l'armée de terre. Son action sur le pouvoir civil empêchait toute enquête judiciaire au sujet des violations des droits de l'homme commises sous son régime.

Pinochet entendait finir ses jours comme sénateur à vie, mais un accident de l'histoire a tout changé. Le 16 octobre 1998, il a été arrêté à Londres à la demande d'un juge espagnol pour crimes de génocide, tortures et disparitions de militants de gauche. Personne, à l'époque, ne pouvait anticiper cet événement, étant donné que le général avait voyagé plusieurs fois en Angleterre sans jamais être inquiété. Quelques heures après l'annonce de la détention, le pays se déchirait sur le sort de Pinochet. La division de la société chilienne, qui existait depuis 1973, est réapparue avec force, mais l'espoir que justice serait rendue a commencé à prendre forme, au moins pour les familles des victimes de Pinochet. Plusieurs militaires ont été jugés au Chili depuis 1998, même après le retour du général au pays en mars 2000, mais Pinochet lui-même n'a jamais été condamné par la justice chilienne.

La mort de Pinochet, en 2006, a refermé un long chapitre de l'histoire du pays. Pour ses admirateurs, il a été le fondateur d'un nouveau Chili, moderne et capitaliste. Pour la majorité des Chiliens, Pinochet reste le symbole de la violence et de l'autoritarisme, ainsi que le fossoyeur d'un précaire État-providence né dans les années 1930. La meilleure preuve de cela, c'est qu'actuellement il n'existe aucun tombeau public à son nom.

Depuis son arrestation à Londres, plusieurs ouvrages, films et documentaires sur la dictature sont sortis au Chili, notamment la réédition du livre de Carlos Huneeus sur les mécanismes du régime militaire<sup>1</sup> et celui de Juan Cristóbal Peña sur la bibliothèque privée du dictateur, où il met au jour l'énorme ambition intellectuelle du personnage<sup>2</sup>. Il y a aussi

---

<sup>1</sup> Carlos Huneeus, *El régimen de Pinochet*, Santiago, Taurus, 2016.

<sup>2</sup> Juan Cristóbal Peña, *La secreta vida literaria de Augusto Pinochet*, Santiago, Debate, 2013.

l'excellent documentaire en trois parties, « Pinochet : les derniers jours » (2016), disponible sur le site Internet de la télévision publique chilienne<sup>3</sup>.

En dehors du Chili, le jugement sur Pinochet est sans appel, comme le montre le regard négatif que le monde porte sur les événements du 11 septembre 1973 et la répression des militants de la gauche chilienne. Au delà des disputes entre historiens sur l'ampleur de la répression, Pinochet fait aujourd'hui partie du « club » des grands dictateurs et tyrans du XX<sup>e</sup> siècle.

***La Vie des idées* : Vous avez publié un important article sur les caricatures de Pinochet dans la presse internationale de 1973 à 2006<sup>4</sup>. Comment rit-on des dictateurs ?**

**Manuel Gárate** : Le dessin de presse (« éditorial », selon l'expression anglaise) fait partie d'une longue tradition politique en Occident, au moins depuis la Révolution française. Selon certains auteurs, la caricature est un art graphique qui remonte à l'iconographie médiévale, mais c'est au XVIII<sup>e</sup> siècle, à une époque où l'illettrisme prédomine encore dans les sociétés européennes, qu'elle devient une arme politique majeure. À partir du XIX<sup>e</sup> siècle, le dessin de presse prend une place importante dans les luttes politiques, en Europe et ailleurs. C'est après la Première Guerre mondiale que le caricaturiste devient un journaliste à part entière. Plus récemment, les événements liés aux caricatures de Mahomet en 2009 et l'attentat terroriste contre l'hebdomadaire *Charlie Hebdo* en 2015 montrent la fonction démocratique du caricaturiste, mais aussi les dangers inhérents au métier.

Pinochet a été un sujet international de moquerie, en raison notamment de sa propension à se présenter comme un libérateur et un démocrate, alors que des milliers de victimes subissaient la répression et l'exil. Son portrait avec des lunettes noires, les bras croisés en uniforme prussien, a fait le tour du monde. C'est seulement dans la deuxième moitié des années 1980 qu'on a pu rire publiquement de Pinochet dans certains hebdomadaires chiliens, et toujours sous l'œil vigilant de la censure.

La caricature parle avant tout du « méchant », du tyran, de celui qui opprime le peuple. L'objet préféré des caricaturistes est le dictateur, l'intolérant religieux et les personnalités autoritaires de toute sorte. Il n'y a pas beaucoup d'intérêt, de la part des dessinateurs, pour interpréter visuellement le « bon », ce qui est noble ou respectable, car la caricature est d'abord une arme pour attaquer. Elle utilise le rire, l'exagération et la difformité, parmi d'autres moyens, pour dégrader sa cible en ne faisant aucune concession. D'une certaine façon, l'humour du caricaturiste, c'est la vengeance du faible, l'arme de l'impuissant face au pouvoir ; une petite victoire symbolique par rapport à la force du réel.

---

3 « Pinochet : los últimos días », disponible sur: <http://www.24horas.cl/pinochet/>

4 Disponible à l'adresse <https://www.cairn.info/revue-mondes-2015-2-page-105.htm>. Voir aussi la recension de l'ouvrage de Pierre Serna, *La Politique du rire* (2015) sur *La Vie des idées* : Annie Duprat, « Mourir de rire », 19 novembre 2015.

Les exemples de Poutine, Erdogan ou Trump nous montrent l'attrait des dessinateurs de toute la planète pour ce genre de personnalités. Il y a quelques années, c'était plutôt Pinochet, Thatcher, Saddam Hussein, Kadhafi ou Khomeiny qui peuplaient l'univers caricatural. Il est étonnant de voir à quel point les gens cherchent une explication de la réalité dans le schéma manichéen de la lutte du bien contre le mal. Au contraire de l'historien, submergé par la complexité du passé et sa multi-causalité, le caricaturiste cherche la simplification et le message direct grâce à quelques traits de crayon. Il dénonce avant d'expliquer et juge avant de comprendre, et c'est là que réside la force de son art.

***La Vie des idées* : La France vient d'élire un président de 39 ans, et l'Union européenne se voit comme un espace de paix et de prospérité dans un monde incertain. Comment perçoit-on la France et l'Europe au Chili ?**

**Manuel Gárate** : La place de la France dans l'imaginaire chilien a beaucoup changé. Jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, la France et l'Europe de l'Ouest représentaient pour l'Amérique latine un modèle de développement économique et culturel. L'effondrement du Vieux Continent après 1940 a déplacé l'attention vers les États-Unis, en laissant l'Europe à son passé : socle de l'Occident, mais incapable de fournir un modèle pour l'avenir. La crise actuelle de l'Union européenne n'a fait qu'accentuer ce diagnostic, même si, en général, on reconnaît la puissance de la France dans le domaine scientifique, militaire et culturel.

Le Chili et la plupart des pays du continent regardent aujourd'hui vers les puissances du Pacifique (Chine, Japon, Australie), en laissant de côté le monde Atlantique et sa culture traditionnelle. En revanche, le système politique français reste un élément particulièrement intéressant pour le Chili, étant donné les similarités historiques qui les rapprochent depuis les années 1930 (clivage droite-gauche, centre modéré, rôle des partis socialistes et communistes, etc.). Dans certains domaines comme les mathématiques, les sciences de la terre et l'astronomie, la France continue d'être une référence, mais loin de l'influence qu'elle a eue dans la littérature, le droit, la philosophie, l'histoire, l'économie et la diplomatie entre 1820 et 1940.

Aujourd'hui, l'élite de la société chilienne regarde avec préoccupation l'avancée de l'extrême droite en Europe et en France tout particulièrement, car, si le Chili a bien connu une féroce dictature militaire de droite, le régime n'avait pas une logique fasciste et, encore moins, une idéologie ultranationaliste. Paradoxalement, les Chicago Boys et leur modèle ultralibéral ont empêché la fermeture identitaire de la société chilienne. Le fantôme d'une Europe sectaire, repliée sur elle-même, est un sujet de discussion important dans nos centres universitaires.

Publié dans [lavedesidees.fr](http://lavedesidees.fr), le 2 juin 2017.

